Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat

le 20 novembre 2013.

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 12 et 13 novembre 2013

2013 DU 282 - Acquisition et cession de terrains avec « Paris Habitat OPH » dans le secteur d'aménagement « Binet » (18e).

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération 2005 DU 212 du 14 décembre 2005 approuvant la mise en œuvre de l'opération « Binet » et autorisant la signature d'un traité de concession d'aménagement entre la Ville de Paris et « Paris Habitat OPH » ;

Vu le traité de concession d'aménagement du 8 février 2006 et ses avenants ;

Vu l'Etat Prévisionnel des Produits et Charges (EPPC) arrêté au 31 décembre 2012 ;

Vu la délibération 2010 DU 30 des 8 et 9 février 2010 déclassant du domaine public routier, dans le cadre du projet de fixation d'alignement partielle du côté pair de l'avenue de la Porte Montmartre, l'emprise A pour l'intégrer au domaine privé communal et approuvant l'intégration de l'emprise D au domaine public routier et son rattachement au réseau des voies communales après acquisition par la Ville de Paris ;

Vu le plan annexé à la délibération 2010 DU 30 des 8 et 9 février 2010 ;

Vu l'arrêté du 24 juin 2013 constatant la désaffectation de son usage scolaire de l'école maternelle 66, rue René Binet (18e) située sur un terrain de 1.589 m² à détacher de la parcelle AB 27 ;

Vu le procès-verbal du 15 juillet 2013 constatant la remise de l'école maternelle située 62-66 rue Binet à Paris (18^e) par la Ville de Paris à « Paris Habitat-OPH » ;

Vu la convention de mise à disposition du domaine public par laquelle la Ville de Paris a mis à disposition de « Paris Habitat-OPH » plusieurs emprises pour les besoins de son chantier ;

Vu le plan annexé à la présente délibération ;

Vu l'état parcellaire du 29 juillet 2013 établi par le cabinet Techniques – Topo ;

Vu le projet de délibération en date du 30 octobre 2013, par lequel M. le Maire de Paris propose, afin de poursuivre l'opération d'aménagement « Binet » (18e), de céder après déclassement deux emprises à « Paris Habitat-OPH », nécessaires à la réalisation des programmes prévus sur les futurs lots 6 et 7 et à la construction de la voie nouvelle, au prix de 1.060 € HT le m² de terrain soit 1.722.500 € HT et d'acquiescer à titre gratuit deux emprises auprès de « Paris Habitat-OPH » en vue de leur intégration au domaine public routier de la Ville de Paris ;

Vu l'avis de France Domaine du 15 octobre 2013 ;

Considérant que ces démarches sont nécessaires à la poursuite de la réalisation de l'opération d'aménagement « Binet » (18e) ;

Vu l'avis de M. le Maire du 18e arrondissement, en date du 7 novembre 2013 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 4 novembre 2013 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne HIDALGO au nom de la 8^{ème} Commission,

Délibère :

Article 1 : Constate la désaffectation de l'école maternelle 66 rue René Binet (18e) située sur l'emprise G d'une superficie de 1.589 m² correspondant à une partie à détacher de la parcelle AB 27.

Article 2 : Prononce le déclassement du domaine public de l'école maternelle 66 rue René Binet (18e) située sur l'emprise G d'une superficie de 1.589 m² et son rattachement au domaine privé de la Ville de Paris, en vue de sa cession.

Article 3 : Autorise la cession à « Paris Habitat OPH » de deux emprises nécessaires à la réalisation des programmes d'activités et de bureaux prévus sur les futurs lots 6 et 7 et à la construction de la voie nouvelle au prix de 1.060 €/m² de terrain soit 1.722.500 € HT : l'emprise A d'une superficie de 36 m² et l'emprise G d'une superficie de 1.589 m² correspondant à une partie à détacher de la parcelle AB 27.

Article 4 : Autorise l'acquisition, à titre gratuit, auprès de « Paris Habitat-OPH », de deux emprises à détacher de la parcelle AB 2 en vue de les intégrer au domaine public routier : l'emprise D d'une superficie de 15 m² et l'emprise F d'une superficie de 56 m² .

Article 5 : Autorise l'intégration au domaine public routier en tant qu'accessoire du boulevard périphérique de l'emprise F d'une superficie de 56 m² .

Article 6 : La recette correspondant à la cession des deux emprises visées à l'article 3 d'un montant de 1.060 € HT/ m² de terrain soit 1.722.500 € HT sera constatée sur la rubrique 824, nature 775 du budget de fonctionnement de la Ville de Paris, au titre de l'exercice 2013 et/ou suivants.

Article 7 : La cession se fera Hors Taxes avec application du taux de TVA en vigueur au moment de la signature de l'acte de vente.

Article 8 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.

Article 9 : La dépense pour ordre correspondant à l'acquisition des deux emprises visées à l'article 4 s'effectuera à titre gratuit et sera imputée rubrique 8249, compte 21111, mission 90006-99, activité 180, n° d'individualisation 13V00092DU du budget d'investissement de la Ville de Paris (exercice 2013 et/ou suivants), sous réserve de la décision de financement.

La recette pour ordre correspondante sera constatée rubrique 8249, compte 1328, mission 90006-99, activité 180, n° d'individualisation 13V00092DU du budget d'investissement de la Ville de Paris (exercice 2013 et/ou suivants), sous réserve de la décision de financement.

Article 10 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente seront supportés par l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature auxquelles la propriété cédée est et pourra être assujettie seront acquittées par l'acquéreur à compter de la signature du contrat de vente à intervenir.

Article 11 : Autorise « Paris Habitat-OPH » ou toute personne qui lui serait substituée à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme.

Article 12 : M. le Maire de Paris est autorisé à signer tous les actes, à consentir et à constituer toutes les servitudes qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation du projet.

Article 13 : Les emprises mentionnées à l'article 4 seront affectées à la Direction de la Voirie et des Déplacements.